

Notes de lecture de

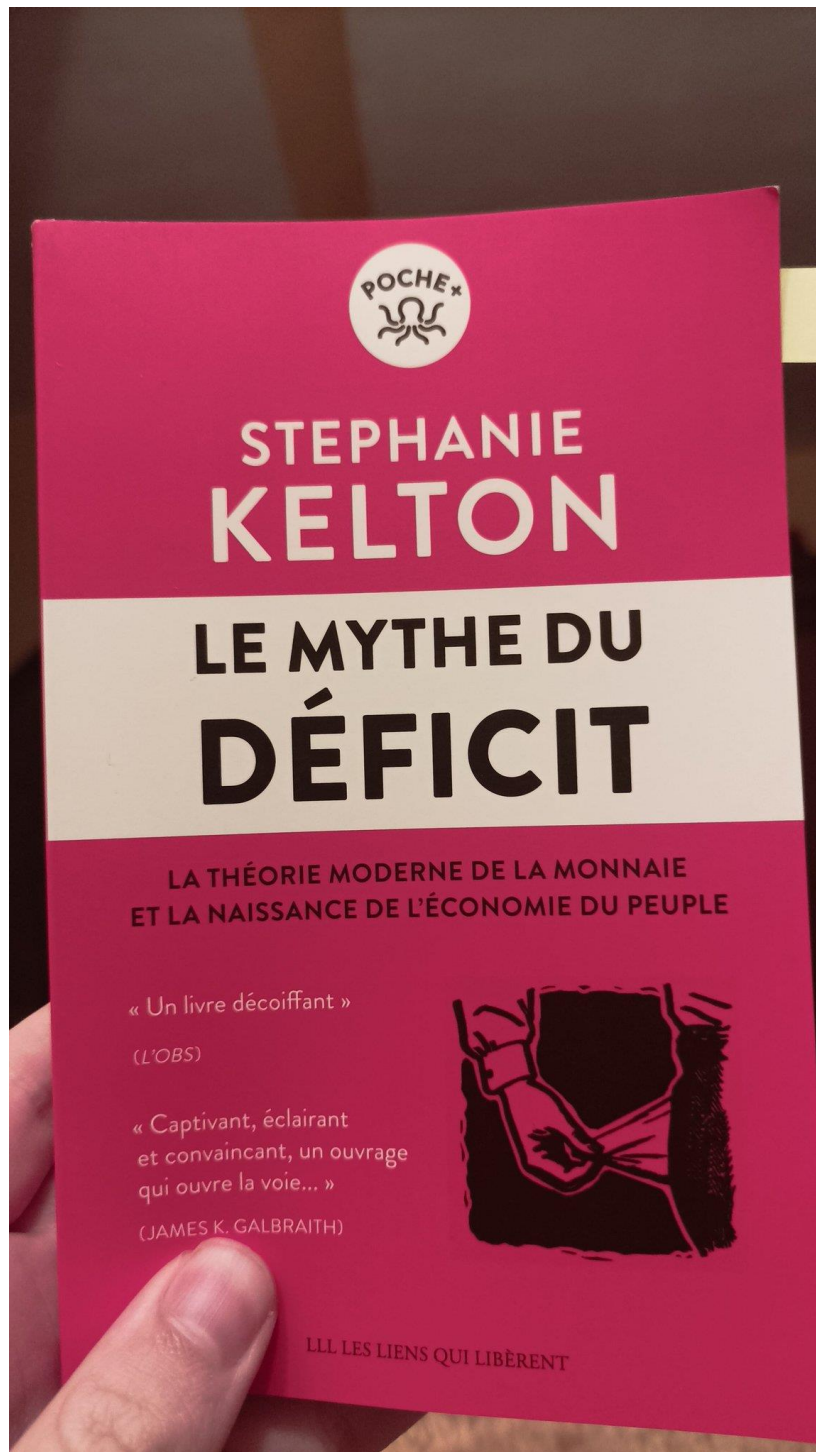
Le mythe du déficit de Stephanie Kelton

Mastodon : @NavNico@mastodon.social

Twitter : @NavNicoMC

Bluesky : @navnico.bsky.social

J'ai essayé dans cette synthèse de résumer fidèlement l'autrice, il ne s'agit donc pas de mon avis personnel.



Licence Creative Commons attribution partage dans les mêmes conditions, sous réserve des droits réservés sur le livre.

Introduction : Elle présente sa thèse en commençant par l'anecdote d'un autocollant de l'Oncle Sam aux poches vides qu'elle a vu sur une voiture en 2008. Elle souhaite réfuter cette image.

Il ne faut pas viser l'équilibre du budget mais l'équilibre de l'économie. Il ne faut cependant pas dépenser sans compter, chaque économie possède sa propre disponibilité maximale de production.

L'inflation ne provient pas des dépenses monétaires de l'état mais des contraintes sur les ressources "réelles". Dépenser ou ne pas dépenser est une décision politique.

Les retombées de tout projet de loi doivent être étudiés mais on ne doit pas interdire des dépenses au nom d'objectifs budgétaires. Des déficits plus importants après la crise de 2008 auraient été bénéfiques pour la relance économique.

La moitié des Américains estiment que réduire le déficit doit être une grande priorité politique.

Ce qui prouve que l'état dépense trop c'est le niveau de l'inflation et non le niveau du déficit.

Bernie Sanders fait écho à Ronald Reagan quand il dit qu'il ne faut pas laisser la dette à nos enfants et petits-enfants. Les déficits n'appauvrissent pas les générations futures.

Les déficits publics augmentent l'épargne privée et peuvent facilement stimuler et entraîner l'investissement privé. Les États-Unis ne dépendent pas de l'étranger à cause des déficits. Financer les droits sociaux ne conduit pas à une crise budgétaire.

Le déficit public n'est pas une crise. La crise est la pauvreté, les inégalités et le changement climatique.

Il faut imposer les milliardaires pour rééquilibrer les richesses et protéger la démocratie. Mais nous ne dépendons pas d'eux pour financer l'état.

Le cadre économique qu'elle préconise réclame plus de responsabilité budgétaire de l'État et non moins, mais il faut redéfinir ce qui est responsable.

Pendant la grande dépression, les USA ont créé la Social Security, le salaire minimum, électrifier les campagnes, fournit des prêts fédéraux pour le logement et financer un programme d'emploi massif. Nous avons le pouvoir (économique) de réformer.

La crise covid démontre le pouvoir de la TMM (Théorie Moderne de la Monnaie).

Chapitre 1 (sur 8) : Rien à voir avec le budget familial

La Constitution des États-Unis confère à l'État fédéral le droit exclusif d'émettre la monnaie. Les autres agents sont des utilisateurs.

Quand un pays émet sa propre monnaie non convertible (fiat) et qu'il n'emprunte que dans sa monnaie, il jouit de la souveraineté monétaire.

Les pays qui jouissent de la souveraineté monétaire peuvent l'utiliser pour suivre des politiques visant à maintenir le plein emploi.

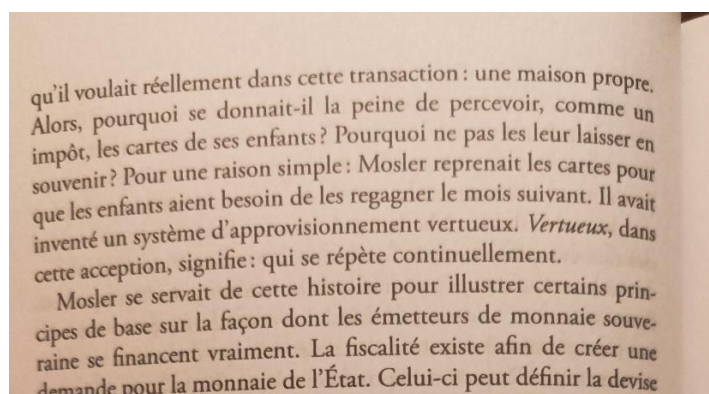
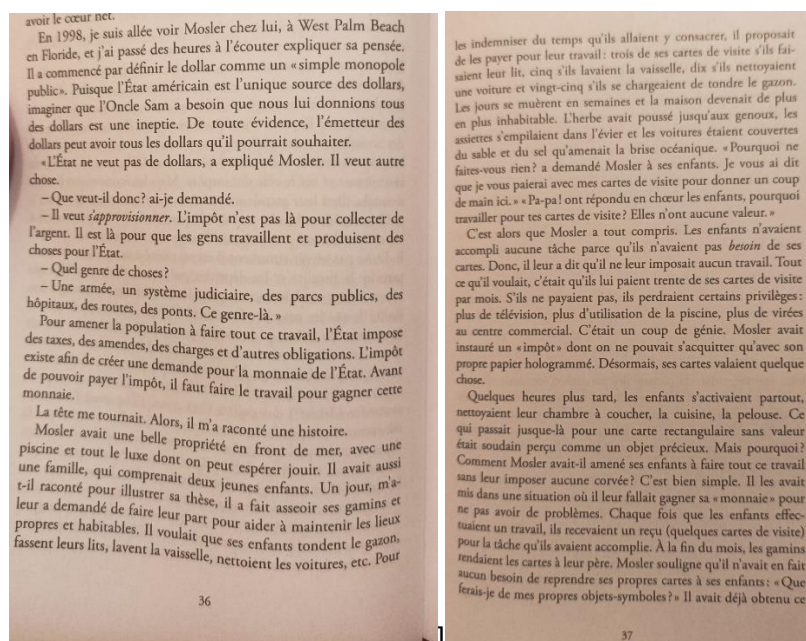
Les pays qui n'ont pas de souveraineté monétaire peuvent se retrouver avec des dettes insoutenables s'ils ne privilégient pas la discipline budgétaire.

La dépense de déficit est la norme pour l'État fédéral, une dépense publique ne doit pas être nécessairement précédée d'une taxation pour être financée.

Le mode de pensée courant est que les dépenses de l'État sont précédées d'impôt ou d'emprunt tel que $I \& E \rightarrow D$. Ce qui se passe réellement est $D \rightarrow I \& E$. En effet, pour qu'il puisse y avoir des \$ dans l'économie, l'État-émetteur doit d'abord en émettre.

L'État étant l'émetteur de la monnaie, il peut en posséder autant qu'il le souhaite.

L'impôt n'existe pas pour collecter de l'argent. Il est là pour que les gens travaillent et produisent des choses pour l'État. Il crée ainsi une demande pour la monnaie. [Voir les photos ci-jointes pour une petite histoire illustrative.]



Le troc n'est pas l'état naturel des choses. Les chercheurs qui étudient le monde antique n'ont jamais trouvé de société organisée autour du troc.

La TMM se fonde sur le chartalisme. Le chartalisme montre que c'est l'impôt qui a permis aux monarques de l'antiquité et aux premiers états-nations d'introduire leur propre monnaie.

Tout comme la banque du Monopoly, la banque centrale américaine (FED) ne peut pas faire faillite. Si elles n'ont plus d'argent, elles en créent de nouveau ex-nihilo.

Pour sauver les banques suite à la crise financière, la FED n'a pas utilisé les dollars du contribuable. Le président de la FED de l'époque Ben Bernanke l'explique ainsi : "Les banques ont des comptes à la FED. Nous utilisons simplement l'ordinateur pour augmenter leur solde."

Si l'État peut créer autant d'argent qu'il veut, pourquoi les impôts et emprunts existent ? Il y a 4 raisons pour que les impôts existent.

1ère raison : Les impôts permettent à l'État de s'approvisionner en ressources et en main d'œuvre sans recourir à la force.

Si les gens ne doivent pas gagner d'argent pour payer des taxes, il y aurait moins de production pour l'État. La fiscalité permet d'inciter les citoyens à récupérer de l'argent par le travail.

2ème raison : La fiscalité permet de lutter contre l'inflation en réduisant le pouvoir d'achat des utilisateurs.

3ème raison : Les impôts sont un outil pour modifier la répartition des revenus et de la fortune.

Environ la moitié du nouveau revenu va au 1% supérieur. La fortune de 3 familles dépasse la fortune inférieure de la moitié de la population américaine. C'est un problème social et économique. Cela pèse sur la demande des entreprises et sur le processus démocratique.

Mieux faire respecter la loi, colmater les failles, relever les taux, instaurer de nouvelles formes d'imposition sont les stratégies qui permettent de réduire les inégalités de revenu et de fortune.

4ème raison : Utiliser la fiscalité permet d'encourager ou de décourager des comportements. Exemple : la taxe carbone permet de décourager l'émission de gaz à effet de serre et subventionner les voitures électriques permet d'encourager leur adoption par la population.

L'État n'a pas besoin d'emprunter. Il vend des bons du trésor pour soutenir les taux d'intérêt, pas pour financer ses dépenses.

Le Congrès a adopté plusieurs procédures techniques auto imposées pour ralentir les dépenses publiques.

La règle du PAY as you GO veut que les parlementaires de la Chambre des représentants augmentent les impôts s'ils souhaitent augmenter les dépenses.

La règle du Byrd au Sénat l'empêche d'augmenter le déficit au delà de l'horizon budgétaire à 10 ans.

Une troisième règle est que ces deux parlements sollicitent une note budgétaire auprès d'une agence, une mauvaise note pouvant tuer un projet de loi.

Le Congrès est soumis au plafond de la dette, le montant maximal que l'état peut s'endetter. Ce plafond est régulièrement relevé et mène à des négociations entre les Républicains et les Démocrates.

Toutes ces procédures peuvent être levées par le Congrès, il peut réécrire ou suspendre ces règles et le fait même souvent.

Ces procédures permettent aux élus d'avoir des excuses budgétaires à donner aux électeurs, et donnent lieu à des manœuvres politiques entre majorité et opposition.

Nous avons les ressources matérielles et humaines pour construire une économie qui permette à tous de bien vivre. Il suffit d'établir le budget en fonction des ressources réelles.

Chapitre 2 (sur 8) : L'important, c'est l'inflation

C'est une inflation trop faible et non trop forte qui accable les États-Unis, le Japon et l'Europe depuis 10 ans voire plus.

Les économistes distinguent en général deux forces motrices de la montée des prix : la poussée des coûts et la traction de la demande.

Les 787 milliards de dollars de stimulation budgétaire votés en 2009 n'ont pas provoqué d'inflation car la récession avait provoqué des millions de chômeurs et les entreprises tournaient en deçà de leur capacité de production : augmenter l'offre était simple.

Au contraire, lorsque les ressources (matérielles ou humaines) deviennent rares, alors il se forme des goulots d'étranglement dans la production, et les prix augmentent là où la production est limitée.

Lors du plein emploi, toute dépense supplémentaire devient inflationniste, même si le budget de l'État est en excédent. [J'aurais dû le préciser plus tôt mais quand je dis "l'État", c'est sous-entendu l'État fédéral dans le contexte des États-Unis.]

Milton Friedman a remis en cause le paradigme keynésien en affirmant qu'un certain taux de chômage était "naturel" et que lutter contre ce chômage via la banque centrale était inflationniste.

Il fallait donc conserver selon lui un certain niveau de chômage pour maintenir la stabilité des prix. La TMM conteste ce raisonnement.

Depuis 1977, le Congrès a donné comme mandat à la FED un double mandat de maintenir la stabilité des prix et de maintenir le chômage à un bas niveau, sans davantage de précision.

La FED a fixé sa cible d'inflation à 2% et sa cible d'emploi à un "bon niveau" afin de ne pas dépasser sa cible d'inflation.

La FED ne peut pas dépenser dans l'économie, ni lever d'impôts, comment exerce-t-elle son mandat ? Elle cible un taux d'intérêt clé qui influence les coûts du crédit et donc le niveau d'emprunt et de dépense des consommateurs et entreprises.

Elle baisse son taux quand le taux de chômage est supérieur au taux "naturel" et l'augmente sinon.

Cependant, ce taux de chômage naturel n'est pas calculable à l'instant T, on ne peut le connaître uniquement à posteriori, lorsque l'inflation a augmenté, après une baisse du chômage.

La FED essaie donc de l'estimer, et reconnaît son erreur longtemps après lorsque la réalité ne correspond pas à l'estimation qu'elle avait faite.

Les économistes appellent cela le "taux de chômage qui n'accélère pas l'inflation" ou NAIRU pour son acronyme en anglais.

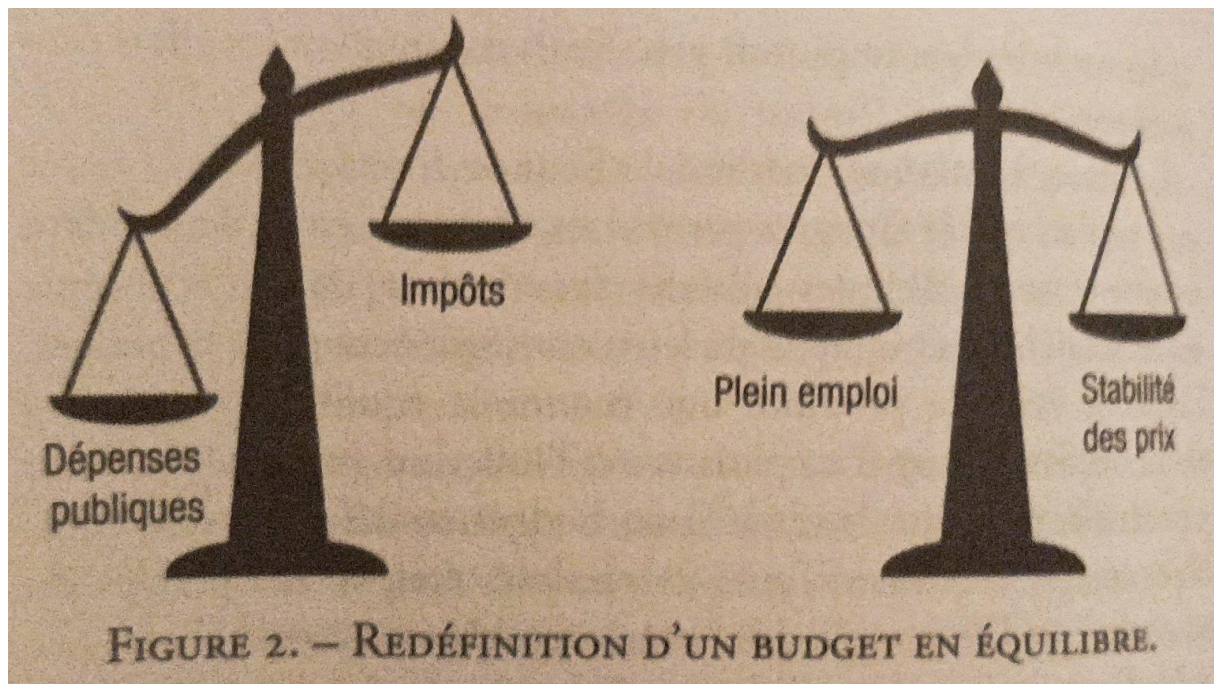
La FED est trop prudente contre l'inflation et interprète toute hausse des salaires ou niveau de chômage sous le NAIRU comme prélude à la hausse de l'inflation, ce qui l'amène à augmenter les taux de façon prématurée, ce qui occasionne un chômage excessif.

Il a fallu 7 ans pour que l'économie américaine retrouve les emplois perdus durant la crise financière.

Cela montre les limites de la seule politique monétaire (en ce compris l'assouplissement quantitatif) de la FED qui ne peut jouer que sur les taux du crédit, si elle n'est pas accompagnée par une politique budgétaire de l'État.

Les économistes qui se réclament de la TMM pensent qu'on peut utiliser le véritable plein emploi pour stabiliser les prix.

La nouvelle définition de budget à l'équilibre à adopter est lorsqu'on est en situation de plein emploi et de stabilité des prix, peu importe le solde du budget de l'État, qu'il soit en excédent ou en déficit.



En plus d'une politique budgétaire discrétionnaire, qui aurait une certaine inertie, la TMM propose une garantie fédérale de l'emploi, un stabilisateur automatique du plein emploi et de la stabilité des prix.

L'idée est que l'État propose constamment des emplois visant à prendre soin de la population, d'une collectivité locale, ou de la planète (plus généralement un travail utile dans un service public).

Le nombre d'emplois proposés ne serait pas défini à l'avance, ce qui est défini est le niveau de rémunération proposé.

Toute personne cherchant un emploi sur le marché du travail sans parvenir à en trouver un pourrait être embauchée grâce à cette garantie de l'emploi.

Le nombre de demandeurs d'emploi postulant à cette offre serait un indicateur fiable du niveau de tension sur le marché du travail.

Cette garantie permet de maintenir les salaires et les qualifications des travailleurs durant les périodes de récession, et de lutter contre la pauvreté dû au chômage.

L'État s'occuperait de la supervision générale et garantirait le financement, le reste des décisions se prendrait au niveau local en fonction des besoins et des qualifications des demandeurs.

Cela éliminerait directement tout chômage involontaire et bénéficierait à l'ensemble de l'économie, en assurant une trajectoire économique et des revenus des consommateurs réguliers.

Les entreprises préfèrent engager des personnes qui sont déjà employées que des personnes au chômage depuis longtemps, une garantie de l'emploi permettrait aux entreprises d'avoir un vivier de travailleurs du secteur public à embaucher.

À la place de vérifier l'impact d'une nouvelle loi (par exemple pour rénover les infrastructures) sur le déficit, il faut vérifier son impact sur l'inflation.

Dans une économie tendue, de nouvelles dépenses de l'État provoquent de l'inflation si les dépenses des utilisateurs de la monnaie ne baissent pas via de nouveaux impôts, qui diminueraient leur pouvoir d'achat.

Un impôt sur la fortune, bien qu'il soit nécessaire pour d'autres raisons, n'aurait pas d'impact sur le caractère inflationniste de cette dépense, uniquement sur le niveau du déficit.

En effet, diminuer le patrimoine des milliardaires n'a que peu d'impact sur le niveau de dépense des ménages.

Si l'économie n'est pas tendue, des hausses d'impôts ne sont pas nécessaires, même si ça augmente le déficit, et il est pertinent de dépenser plus pour améliorer le bien-être de la population.

Chapitre 3 (sur 8) : La dette publique (qui n'existe pas)

En effrayant les électeurs avec la dette publique prétendument énorme, les élus peuvent justifier des coupes dans des programmes sociaux appréciés.

On les convainc qu'il n'y aurait pas d'autres solutions. Selon la TMM, la dette n'est pas un problème à régler.

La Chine, qui est le plus grand détenteur étranger de bonds du trésor américain, n'en détient que 7%. Il s'agit en quelque sorte de son "compte épargne" à la FED, son excédent commercial avec les États-Unis étant positif.

Étant émetteur des dollars, les États-Unis ne peuvent pas tomber en manque de financement, même si la Chine vend ses bonds du Trésor pour acheter d'autres actifs en dollars.

La Grèce, en passant à l'euro, a abandonné sa souveraineté monétaire à la BCE, à partir de là, prêter à la Grèce était comme prêter à un État américain comme l'Illinois (qui n'a pas la capacité d'émettre la monnaie).

Ceux qui prêtaient à la Grèce assumait dès lors un risque de défaut de paiement. Les prêteurs de la Grèce ne voulaient lui prêter qu'en échange d'une lourde prime (des intérêts très élevés) durant la crise financière, pour compenser le risque de défaut.

Dans le même temps, aux États-Unis et au Royaume-Uni, le taux d'intérêt de la dette a baissé entre 2007 et 2009, alors que le déficit a grimpé jusqu'à 10% du PIB.

Pourquoi cette différence ? Car les banques centrales des États-Unis et du Royaume-Uni ont apporté un soutien ferme pour éviter un défaut de paiement, ce qui a rassuré les prêteurs.

La BCE a finalement rassuré les marchés mais a contribué à imposer une lourde austérité à la Grèce.

Si la Grèce avait pu imprimer sa monnaie durant la crise, elle aurait eu d'autres problèmes, mais pas un problème de dette.

La seule limite au budget du Congrès est la limite qu'il s'impose lui-même, la seule contrainte dont il faut se soucier est l'inflation, comme on l'a vu au chapitre précédent.

Les intérêts des bonds d'État sont le revenu des prêteurs. Ils sont une forme de stimulation budgétaire, qui pourrait accélérer l'inflation s'ils sont trop élevés.

Les bonds d'État peuvent être vus comme un produit pour riches, mais ils servent aussi à assurer une protection à l'épargne de la classe ouvrière.

L'idée que nous serions tous redevables personnellement d'une partie de la dette publique est ridicule. Il ne faut pas confondre l'État avec un ménage, la dette pourrait être remboursée demain sans devoir demander à personne un centime.

La plupart des économistes ne voient pas les choses ainsi, affirmant que le ratio à surveiller est la dette divisée par le PIB.

Cependant certains économistes ont adouci leur crainte sur une crise de la dette, voyant que la pensée conventionnelle affirmait depuis des décennies que la trajectoire de la dette américaine était insoutenable.

La pensée conventionnelle se base sur le fait que le taux d'intérêt est fixé par le marché. En réalité, l'État n'est pas obligé d'accepter ce taux.

Le cas des États-Unis n'est pas comparable avec la Grèce qui ne peut pas émettre sa monnaie, ou l'Argentine qui avait fait défaut sur une dette libellée en monnaie étrangère, en dollars américains.

La FED a déjà fixé elle-même les taux à long terme de la dette, en les plafonnant à 2,5% durant la seconde guerre mondiale, et ce jusqu'en 1951.

Aujourd'hui, la banque centrale du Japon applique une coordination explicite entre la politique budgétaire et monétaire.

Le Japon est souvent décrit comme le pays le plus endetté du monde avec un ratio dette/PIB de 240%, mais les taux d'intérêts de la dette restent proches de 0%.

Pourquoi ? Car la banque du Japon ancre les taux d'intérêts en rachetant la dette publique lorsque les taux augmentent trop, elle contrôle ainsi elle-même le taux du marché. La banque centrale détient environ 50% de la dette japonaise.

Si la banque du Japon rachetait toute la dette publique, les commentateurs qualifieraient du jour au lendemain le Japon comme le pays le moins endetté au monde. Alors que la veille, il était le pays le plus endetté.

En 2012, l'économiste Eric Lonergan a calculé ce qu'il arriverait à l'inflation, à la croissance, et à la devise japonaise si la banque centrale rachetait toute la dette. Selon lui, rien ne changerait.

Si les détenteurs de bonds d'État recevaient des liquidités en échange, rien ne les pousserait à dépenser plus et à faire accélérer l'inflation. Cela démontre l'erreur de ceux qui suivent la théorie quantitative de la monnaie.

La seule fois dans l'histoire où les États-Unis ont remboursé leur dette est en 1835. Cependant ils ne l'ont pas remboursé de la manière que la banque du Japon le fait aujourd'hui, mais de la façon traditionnelle.

L'excédent budgétaire servait à rembourser les dettes venant à échéance, sans en contracter de nouvelles. Les États-Unis n'avaient plus de dette, mais ils se sont dirigés dans l'une des pires récessions économiques de leur histoire.

Ce n'est pas arrivé qu'une seule fois dans l'histoire des États-Unis qu'une politique de réduction de la dette publique mène à une récession économique, c'est arrivé six fois.

Les données historiques sont claires, chaque fois que les États-Unis ont réduit substantiellement leur dette publique, ils ont sombré dans la dépression.

TABLEAU 1. – HISTOIRE DES EXCÉDENTS BUDGÉTAIRES
ET DE LA RÉDUCTION DE LA DETTE AUX ÉTATS-UNIS

Années de remboursement de la dette	Pourcentage de réduction de la dette	Année où la dépression a commencé
1817-1821	29 %	1819
1823-1836	100 %	1837
1852-1857	59 %	1857
1867-1873	27 %	1873
1880-1893	57 %	1893
1920-1930	36 %	1929

Est-ce une coïncidence ? Selon la TMM, non. Les excédents budgétaires nécessaires à la réduction de la dette alourdissent la charge pesant sur le secteur privé. Quand le secteur privé n'est plus capable de gérer la dette qu'il a accumulée, une dépression s'ensuit.

Plus récemment, les États-Unis ont connu une courte période d'excédent budgétaire sous le président Clinton (de 1998 à 2001). L'excédent est redevenu un déficit après la récession modérée de 2001.

Les bonds d'État étaient importants car ils permettaient à la FED de jouer sur les taux d'intérêts : augmenter les taux en les vendant, baisser les taux en les achetant.

Cependant depuis la crise financière de 2008, la FED a changé sa manière de modifier les taux d'intérêts. Elle paie des taux d'intérêts sur des comptes réserves, dont elle peut changer le taux d'intérêt quand elle veut.

Faut-il dès lors se débarrasser des bons d'État ? C'est possible en monétisant la dette publique comme le fait la banque du Japon, mais ce n'est pas dangereux de les conserver.

Ils permettent d'offrir un moyen sûr et rémunérateur de détenir des dollars américains.

Si nous décidons de garder les bonds d'État, il serait judicieux de modifier le nom qu'on donne à la dette publique. Ce nom porte à confusion, car elle n'est pas comparable avec la dette d'un ménage ou d'une entreprise, c'est simplement une composante de notre masse monétaire.

Chapitre 4 (sur 8) : Leur déficit est notre excédent

Les déficits budgétaires ne diminuent pas l'épargne privée. Ça l'augmente si l'Etat n'emprunte pas pour financer le déficit (création monétaire).

Les réductions d'impôts ont souvent tendance à profiter aux grandes entreprises et aux particuliers fortunés, il faut les répartir plus équitablement.

Un déficit budgétaire n'augmente pas forcément les taux d'intérêts. Si la banque centrale veut maintenir les taux stables ou les baisser, elle peut toujours décider de le faire.

Les banques centrales peuvent contrôler la courbe des rendements de la dette à court et long terme en s'engageant à tenir un certain taux cible. Maintenir un taux faible avec une dette en expansion est possible.

Le principe de l'éviction dit qu'une augmentation de la dette publique réduit les capacités d'épargne du secteur privé et augmente les taux d'intérêts voulu par les investisseurs. Selon la MMT, le principe n'est pas applicable aux pays disposant de la souveraineté monétaire.

Cependant, ce principe se vérifie pour les États ne disposant pas de la souveraineté monétaire, ou pour ceux qui lient leur monnaie à l'or ou à une monnaie étrangère. Pour défendre un taux de change fixe, ils doivent renoncer au contrôle du taux d'intérêt.

Cela explique la différence des taux entre les pays qui sont perçus comme à risque de défaut, et un pays comme le Japon qui a un taux de change flottant.

Des déficits bien ciblés permettent d'augmenter le pouvoir d'achat de certains acteurs économiques, renforcent la demande pour les produits de l'industrie, et augmentent la rentabilité de l'investissement privé.

Chapitre 5 (sur 8) : "Gagner" dans le commerce mondial

Selon l'Economic Policy Institute, les États-Unis ont perdu 2,7 millions d'emplois nets avec la concurrence de la Chine.

Trump est arrivé en 2016 avec l'idée de réduire le déficit commercial en promettant de sauvegarder les emplois américains. Durant son mandat, il s'est enfermé dans une guerre commerciale où il est condamné à perdre.

Les États-Unis ne doivent pas redouter le déficit commercial, ils n'ont pas besoin de le ramener à zéro pour protéger les emplois. Ils peuvent empêcher le chômage avec la garantie fédérale de l'emploi expliqué dans le chapitre 2.

Si l'État n'est pas en déficit, alors soit le secteur privé américain, soit le secteur étranger sera en déficit. Le seul des trois qui ne cherche pas activement des dollars est l'État fédéral, car il est émetteur de la monnaie.

Si le secteur privé est déficitaire, comment réagir pour le ramener à un excédent ? Soit augmenter les dépenses publiques, ou diminuer les impôts. Dès lors que le déficit de l'État dépasse le déficit commercial, le solde du secteur privé américain sera positif.

On peut aussi réduire le déficit du secteur privé en diminuant le déficit commercial. Pour y parvenir, il y a plusieurs options, comme réduire la valeur de la monnaie pour encourager les exportations.

Quand ce n'est pas possible (par exemple pour un État de la zone euro), le pays peut suivre une politique de dévaluation interne, c'est-à-dire réduire le coût du travail (salaires et retraites) pour améliorer la compétitivité (= réforme structurelle néolibérale).

L'Allemagne est l'exemple de cette dévaluation interne avec de gros excédents commerciaux depuis le début des années 2000.

La politique de Trump vise à instaurer des droits de douane pour décourager les importations. Selon la TMM, c'est largement contreproductif, car les importations sont des biens réels dont l'économie a besoin.

La meilleure réponse au slogan "ils nous prennent nos emplois" est la garantie fédérale de l'emploi. En garantissant un emploi à tous, on élimine un des pires effets des échanges internationaux, le chômage, et les guerres commerciales ne sont plus nécessaires.

Cette politique peut être aussi utilisée par les pays en développement comme le programme Jefes de Hogar en Argentine.

Cela ne veut pas dire qu'il ne faut pas repenser le commerce international, il faut imposer des critères sociaux et environnementaux.

Durant l'ère de l'étalon or, il était nécessaire pour les États d'accumuler de l'or et de limiter leur déficit commercial. Un excédent commercial étant le seul moyen d'accumuler de l'or.

Depuis la fin de l'étalon or, ce n'est plus nécessaire pour les États disposant de la souveraineté monétaire.

Pour les pays qui fixent leur taux de change, qui empruntent avec une devise étrangère, voire qui utilisent une devise étrangère, ils ne peuvent se permettre d'ignorer les déficits budgétaires et commerciaux.

C'est aussi le cas pour les pays en développement qui dépendent des importations, même s'ils utilisent une monnaie fiat non convertible.

Les importations de produits vitaux, comme l'alimentation, l'énergie, ou les médicaments, les obligent à maintenir une réserve de devises étrangères (en général des dollars américains).

Beaucoup d'entre eux finissent par emprunter en dollars américains, ce qui diminue leur souveraineté monétaire.

En ayant un déficit commercial, les Etats-Unis leur permettent d'accumuler des dollars essentiels pour accéder aux importations vitales, ou rembourser des créanciers étrangers. Le déficit commercial vient de la volonté du reste du monde d'accumuler des dollars.

La demande en dollars vient aussi de la demande des investisseurs internationaux d'investir leur économie via cette devise. En jargon économique, on parle d'un marché de capitaux profond.

Les pays en développement n'ont pas l'industrie avancée et diversifiée des pays riches. Ils doivent exporter des matières premières et vendre de la main d'œuvre bon marché afin d'importer des biens essentiels, dont des biens à forte valeur ajoutée.

Cela les expose à des problèmes économiques fondamentaux, dont beaucoup proviennent de la colonisation.

Ils n'ont pas de marché de capitaux profonds, la demande pour leur devise est faible, ce qui conduit à un cercle vicieux. Ils sont obligés d'emprunter dans une devise étrangère qu'ils ne contrôlent pas.

Ces pays sont confrontés à des mouvements brusques d'entrée et de sortie de capitaux étrangers, et de valeur des produits d'exportations sur les marchés internationaux.

Lors d'une chute du cours de ces produits, le cours de la monnaie locale chute également, ce qui aggrave le problème quand ils doivent rembourser des dettes libellées en dollars.

Le rôle hégémonique du dollar américain fait que le monde entier est vulnérable aux hausses des taux. Une hausse des taux provoque un double effet de hausse de la valeur du dollar et un enrichissement des emprunts des pays en développement.

Quand Bretton Woods a pris fin, les institutions économiques internationales ont poussé à supprimer les droits de douanes et le contrôle des capitaux, et à généraliser le libre-échange.

Protectionnisme et intervention de l'État sont devenus des gros mots. Cela devait apporter le plein emploi et des relations commerciales harmonieuses.

Ce n'est pas ce qui s'est passé, au contraire. Quand les pays en développements ont été frappés par les crises, les conseils de ces institutions étaient l'austérité budgétaire, des taux d'intérêts élevés et encore plus de libre-échange.

Elles conseillent aussi de fixer la valeur des monnaies à des devises fortes, comme l'euro ou le dollar. Cela les a conduit à abandonner leur souveraineté monétaire.

Les résultats sont pernicieux, le taux fixe ne tient pas, la monnaie dévalue, ce qui risque fort de conduire à l'effondrement de l'économie. L'hyperinflation peut s'installer à cause de l'augmentation constante des coûts d'importation en monnaie locale.

Les institutions recommandent alors une politique monétaire restrictive et de l'austérité, ce qui augmente le chômage et la pauvreté, afin d'attirer des capitaux étrangers, avant de recommencer le cycle.

Historiquement, les organisations comme le FMI ont conseillé aux pays en développement d'hyper spécialiser leurs économies sur quelques biens d'exportation, ce qui les a empêchés de développer des industries diversifiées, telles qu'elles existent dans les pays riches.

Cette trajectoire conseillée est opposée à celle qui a permis le développement des Etats-Unis ou du Japon, qui se sont concentrés sur l'indépendance des produits stratégiques, et sur le développement de leur commerce intérieur.

Les droits de douane de Trump n'ont pas ressuscité l'industrie américaine et ont augmenté les prix pour les consommateurs, ils ont incité la Chine à des représailles, ce qui a ralenti l'économie mondiale.

Ce qu'il faut promouvoir c'est la paix commerciale et des taux d'intérêts bas et stables. Une OMC rénovée pourrait imposer des partages de propriété intellectuelle et de technologies.

Des accords Sud-Sud pourraient aider les pays en développement à changer leur position dans le commerce international.

A défaut, il faut transférer les ressources productives et savoir-faire technologiques des pays développés aux pays en développement, pour leur donner la capacité industrielle dont certains ont besoin.

Ils doivent essayer de garantir leur indépendance alimentaire et énergétique avec une agriculture durable et en développant leurs capacités d'énergie renouvelable, ce qui en même temps va décarboner leurs économies.

Les pays en développement doivent aussi réguler les transactions financières transfrontières pour éviter les chocs qui ont lieu aujourd'hui qui aggravent les crises économiques.

La paix commerciale est essentielle pour répondre aux défis du monde : le chômage, la pauvreté et le réchauffement climatique.

Ch 6 (sur 8) : Vous y avez droit !

Les programmes sociaux, comme la Social Security, Medicare et Medicaid ne sont pas insoutenables. Ils ne manqueront jamais d'argent tant que l'Etat garantit leur financement.

Beaucoup soutiennent qu'il faut réduire les droits sociaux face au problème prétendument inévitable de leur financement, c'est une erreur.

Les programmes fédéraux n'ont pas besoin d'être en positif pour payer les assurés. C'est une limitation auto-imposée qui ne concerne que certains programmes.

Roosevelt, en créant la Social Security, a mis l'accent sur l'origine du financement pour souligner qu'elle s'autofinance par le travail des salariés, mais il faut mettre l'accent sur les ressources réelles dont on a besoin et nos priorités sociales.

Les administrateurs des fonds sociaux ont l'obligation d'évaluer la solvabilité budgétaire à un long horizon de 65 ans.

Des estimations avec de mauvaises perspectives permettent de s'attaquer aux droits sociaux, s'il n'y a pas assez de financement, la loi oblige l'Etat à réduire les pensions.

Le changement de cette loi pourrait mettre directement fin à une possible crise de financement. L'Etat a déjà l'autorisation de payer les prestations même si les fonds sont épuisés pour une partie de Medicare.

En réponse à une question de Paul Ryan, Alan Greenspan répondait "Je ne dirais pas que les systèmes de retraite par répartition ne sont pas sûrs, au sens où rien n'empêche l'État fédéral de créer autant de monnaie qu'il veut et de payer quelqu'un avec."

Il disait que la question pertinente à se poser était "Comment organisez-vous un système qui garantisse la création des biens réels que ces pensions servent à acheter ?".

Il a raison, il faut dès maintenant effectuer les investissements nécessaires pour faire face au vieillissement de la population, comme une offre de soins accrue.

La Social Security est financée via la taxe sur les salaires, l'objectif était que chaque salarié ait le sentiment d'avoir le droit aux prestations.

Roosevelt voyait la loi de 1935 sur la Social Security comme la première étape pour assurer la sécurité financière "du berceau à la tombe". Elle devait accorder le droit à un travail utile et rémunérateur, un logement décent, une assurance de soins, vieillesse et chômage.

Elle a été créée comme un programme universel, ce qui lui permet un large soutien dans l'opinion publique. La Social Security a été étendue depuis, mais est loin d'être complète, confrontée à l'opposition permanente de ses adversaires.

Ses détracteurs essaient de l'attaquer non pas seulement via son financement, mais aussi via le vocabulaire. A l'origine, on parlait de ses droits comme "earned entitlements" soit "droits gagnés par le travail, bien mérité".

Cette expression est revenue au milieu des années 1970 dans les ouvrages des conservateurs Robert Nisbet et Robert Nozick, mais le terme "earned" avait disparu, le terme "entitlements" seul ayant connotation négative.

Peter G. Peterson a payé jusqu'à 1 milliard de dollars dans des campagnes de relation publique pour miner le soutien de l'opinion pour les programmes sociaux.

Il a aussi participé aux financements de think tank conservateurs et même d'experts de la commission sur le déficit. Il a ainsi pu avoir un impact sur les politiciens, dont les démocrates.

Les républicains se focalisent sur les fraudes, sans jamais faire le décompte des paiements non demandés. Il est très long et difficile de recevoir une pension d'invalidité, en 2018 le temps moyen pour être entendu était de 535 jours.

Les conservateurs diabolisent les allocataires pour qu'ils aient honte de demander leurs droits, et que les autres leur reprochent.

Cette diabolisation n'est pas réservée aux républicains, Bill Clinton a mené une réforme "pour un retour à l'emploi" qui a eu pour conséquence une radiation de nombreuses personnes et familles, l'extrême pauvreté s'est beaucoup étendue.

Ch 7 (sur 8) : Les déficits qui comptent

Lorsqu'elle était économiste en chef des démocrates à la commission budgétaire du Sénat, Stéphanie Kelton a préféré mettre l'accent sur les déficits qui comptent, plutôt que le déficit budgétaire qui obnubilait les sénateurs de chaque camp.

Les déficits qui comptent, c'est-à-dire le déficit de bons emplois, d'épargne, de santé, d'éducation, d'infrastructure, climatique, de démocratie, ...

Ces déficits ont trop longtemps été ignorés. Les infrastructures nationales se délabrent, l'éducation universitaire devient inabordable, l'inégalité de revenu et de fortune atteint presque des records.

Le salaire réel du travail moyen n'a augmenté que de 3% depuis les années 1970, 87 millions de personnes sont sans assurance ou sous-assuré.

La faiblesse des syndicats et le sous-emploi favorisent les baisses de salaires. Le solde d'épargne retraite du travailleur médian est de 0.

Cela n'a pas toujours été ainsi. La génération du baby-boom a vécu avec une croissance économique relativement calme, l'espérance de vie augmentait, les gains de productivité étaient partagés avec les salariés, les plans de retraite à prestations définies étaient la norme.

La classe moyenne disparaît aujourd'hui progressivement, le taux d'épargne diminue et la dette des ménages augmente continuellement, elle mine leur sécurité économique.

L'injustice économique persiste entre les catégories raciales. Entre 2007 et 2013 l'épargne médiane des familles blanches a légèrement augmenté, alors qu'elle a diminué pour les hispaniques et les noires.

Les femmes sont régulièrement moins bien payées que les hommes et les mères célibataires ont encore plus de mal à épargner que les autres. La TMM nous donne les outils pour augmenter les prestations sociales, effacer les dettes d'études, et mettre en place des garderies gratuites

L'espérance de vie stagne aux Etats-Unis et l'écart entre les riches et les pauvres est important, le taux de mortalité est le double de la moyenne des pays développés.

Le pays dépense pourtant beaucoup pour la santé, plus du double que le Canada, 3x plus que l'Espagne qui a pourtant une espérance de vie plus élevée.

28,5 millions d'Américains n'ont pas d'assurance maladie, le nombre d'assurés diminue. Même les assurés ont souvent du mal à obtenir les soins requis.

Le préscolaire coûte 9120 dollars par an au travailleur médian. Le primaire et le secondaire sont financés par les impôts fonciers locaux, ce qui engendre beaucoup d'inégalités.

Le coût d'une année d'étude universitaire dépasse les 10000 dollars par an, obligeant nombre d'étudiants à s'endetter lourdement. Des fonds fédéraux pourraient être utilisés pour assurer la gratuité des frais de scolarité, ainsi qu'un marché du travail tendu.

Les infrastructures d'un pays permettent à son économie de fonctionner correctement et en douceur, mais elles ne sont aujourd'hui plus à la hauteur aux Etats-Unis.

5498 barrages ont été classés « potentiellement à haut risque », on risque ainsi d'importants dégâts, comme ceux au Nebraska en 2019.

La Société américaine des ingénieurs en génie civil estime qu'il faudra 4590 milliards sur 10 ans pour remettre les infrastructures du pays aux normes.

Les points faibles les plus graves se situent à ces niveaux : aviation, eau potable, énergie, gestion des déchets, digues, routes, écoles et d'autres formes d'infrastructures essentielles à notre santé, notre bien-être et notre prospérité future.

Ils n'évoquent pas ce qui est peut-être le plus élémentaire : des logements abordables et de qualité. La moitié des locataires consacrent au moins 30% de leur revenu au paiement du loyer.

Les plans locaux d'occupation des sols et le droit de l'urbanisme entravent la construction de logements neufs, ce qui fait monter les prix.

En 2015, 33% des Noirs de 35 à 40 ans possédaient un logement, ce qui est moins que lorsque la ségrégation était légale.

Il nous faut rénover le parc immobilier en l'équipant d'énergies durables, construire des logements abordables pour l'ensemble de la population. Il faut entre autres construire un réseau de TGV, réhabiliter les aéroports, digues, barrages, nos réseaux d'eau et d'assainissement.

Cela rendra la vie plus confortable, stimulera la productivité, renforcera l'égalité des chances, et créera les emplois bien rémunérés dont nous avons besoin.

La TMM peut nous pousser à passer à l'action, comme dans le plan d'Elizabeth Warren présenté lors de sa campagne, elle a proposé 500 milliards pour construire et réhabiliter des appartements pour les familles à faible revenu.

Il n'y aucune raison de penser qu'on soit sur le point de manquer de béton, d'acier, de bois et de métaux. Il y a beaucoup plus de maisons vides que de sans-abris, il faut envoyer l'argent là où il est nécessaire, les matériaux sont là.

Le réchauffement climatique a de graves conséquences, il provoque des événements météorologiques plus fréquents et plus dangereux. En 2050, des régions d'Amérique subiront des journées si chaudes qu'il sera dangereux de sortir dehors.

Chaque degré de plus est dramatique. Pour atteindre l'objectif de +1,5 degrés, il faudra réduire de moitié l'usage d'énergie fossile en 2023, et ne plus du tout en utiliser d'ici à 2050.

Il faut revoir nos pratiques agricoles, notre production d'énergie, notre conception des villes et des moyens de transport. Il faut accroître énormément l'efficacité énergétique des bâtiments, des usines, des transports, et de tout le reste.

Cela nécessite le déploiement général des toutes dernières technologies, en Amérique et à l'étranger. Il faut aussi revoir complètement nos infrastructures pour une meilleure résilience climatique et électrifier tous les usages de l'énergie des voitures à l'industrie lourde.

Il faut investir massivement dans les énergies renouvelables et le stockage d'énergie pour que la totalité du parc soit renouvelable le plus tôt possible.

Les Etats-Unis ont une responsabilité spéciale, c'est le second émetteur de gaz à effet de serre mondial, derrière la Chine en valeur absolue. Par habitant, les Etats-Unis émettent 2x plus que la Chine.

Les scientifiques ont conclu que les changements nécessaires peuvent s'effectuer, en gros, avec des technologies déjà disponibles. Il faut maintenant les déployer massivement, sans être limité par le "fardeau" du déficit public.

Un déficit encore plus grand que le déficit climatique, c'est le déficit de démocratie. C'est à cause de lui que nous sommes incapables de résoudre tous les autres.

Il commence comme les autres par les ressources : l'écart entre ceux qui ont de l'argent, de la fortune, de l'influence, les moyens d'agir, et ceux qui n'en ont pas.

Parmi les pays développés de longue date, aucun n'a un Gini plus élevé que les Etats-Unis.

L'économie n'est pas séparable du social, le revenu et la fortune sont des mesures du pouvoir politique et du prestige social. Le capital social augmente avec le capital économique. Les Américains accablés de travail se sentent plus souvent isolés, en décalage avec les autres.

La part du revenu qui va au 1 % supérieur a doublé depuis 1980, celle des 50 % inférieurs a chuté : elle est passée de plus de 20 % à 13 % tout juste.

En les soumettant à un stress psychologique permanent et à l'insécurité alimentaire, en les exposant à la pollution, au plomb et à la maladie, la pauvreté inflige des dommages considérables aux êtres humains de tout âge – mais particulièrement aux enfants.

Pour les questions de pouvoir et de démocratie, la fortune est aussi fondamentale que le revenu. Posséder des actions ou des biens immobiliers donnent un grand pouvoir sur les décisions des entreprises et sur les quartiers.

En 2016, les 10 % les plus riches des ménages américains disposaient de plus de 70 % de la fortune du pays. À la même date, le 1 % supérieur en contrôlait près de 40 % : jamais sa part n'avait été aussi large depuis 1929, juste avant la Grande Dépression.

Plus de 80 % des Américains ayant un revenu annuel supérieur à 150 000 dollars ont voté aux élections de 2012, mais 47 % seulement de ceux qui gagnent moins de 10 000 dollars.

Quand on est riche et puissant, on peut assister aux collectes de fonds de haut niveau, et payer ces contributions maximales qui permettent d'avoir accès au processus politique et de l'influencer.

Simultanément, des millions de personnes se désengagent, convaincus que leurs voix (et leurs votes) ne comptent pas.

Les Américains pauvres ont le sentiment que les décideurs politiques ne prêtent aucune attention à leurs récits et à leurs luttes, ou même qu'il ne vaut pas la peine de participer à la démocratie américaine.

Il y a un large chevauchement entre les préférences politiques des simples citoyens américains et celles des élites riches, mais, quand les intérêts des deux catégories divergent, le système politique sert presque invariablement les désirs des riches.

La trajectoire d'inégalité des revenus observée aux États-Unis s'explique en partie par « une fiscalité de moins en moins progressive. Il faut utiliser l'impôt pour freiner l'accumulation astronomique de la fortune.

Pendant l'expansion économique de l'après-guerre, époque où l'inégalité aux États-Unis était au plus bas, il n'y avait pas moins de 24 tranches d'imposition. La plus élevée (qui s'appliquait à tout revenu individuel ou familial dépassant 1 900 000 dollars (\$ 2013)) était de 91 %.

Il faut réformer en profondeur notre droit du travail pour renforcer les syndicats et en finir avec les pressions arbitraires que les employeurs exercent sur les salariés.

Il faut refondre le droit des brevets et de la propriété intellectuelle, afin de réduire leur utilisation par des oligarques et les grandes sociétés pour étouffer la concurrence et aspirer l'argent dans les poches des citoyens.

Au-delà du déficit de démocratie, l'immense écart créé par l'inégalité en Amérique a des conséquences économiques concrètes.

Une étude de 2015 du FMI a déjà conclu qu'« un élargissement de la part des 20 % inférieurs (les pauvres) dans le revenu s'accompagne d'une croissance plus forte du PIB », tandis que « la croissance du PIB ralentit » quand « la part des 20 % supérieurs dans le revenu augmente ».

Depuis la « révolution Reagan de 1980 », l'écart entre la productivité et les salaires a augmenté, les salaires stagnent alors que la productivité continue d'augmenter.

En 1950, le P-DG moyen des 500 premières entreprises de l'indice Standard & Poor's gagnait 20 fois plus que le travailleur moyen. En 2017, c'était 361 fois plus. Depuis 1980, le 1 % mondial a profité deux fois plus de la croissance que les 50 % les plus pauvres.

Vingt-cinq personnes ont, ensemble, une fortune équivalente à celle de 56 % de la population du pays.

Trois personnes seulement – Bill Gates, Jeff Bezos et Warren Buffett – ont, ensemble, une plus grande fortune que tous les Américains de la moitié inférieure de la répartition, qui sont environ 160 millions.

Les travailleurs ont incontestablement créé de nouvelles richesses au cours des quatre dernières décennies, mais ils ne sont pas parvenus à en obtenir une part.

Il ne faut pas uniquement taxer les riches, mais aussi investir dans des programmes permettant d'augmenter le niveau de vie des bas et moyens revenus.

La Constitution attribue le « pouvoir de la bourse » au Congrès, à nos représentants élus. Le Congrès doit user de ce pouvoir pour s'attaquer aux déficits qui comptent.

Ch 8 (sur 8) : Construire une économie pour le peuple

La TMM n'est pas une religion, elle ne cherche pas de disciples pour suivre un credo.

Ce qu'elle apporte est une description réaliste du mode de fonctionnement d'une monnaie fiat moderne, assortie de certaines idées prescriptives sur les moyens de transformer cette analyse en meilleure politique publique

Dans la quasi-totalité des cas, elle montre que nous nous sommes laissé entraver par des mythes et des erreurs sur la monnaie, la dette et les impôts.

En déboulonnant ces mythes, la TMM prouve qu'il est possible de construire un avenir plus solide et plus sûr pour nous, nos partenaires dans le monde et les générations futures.

Ce que décrit la TMM, c'est la réalité de notre système monétaire post- Bretton Woods. Nous ne sommes plus dans un étalon or, et pourtant une large part de notre discours politique reste enracinée dans ce mode de réflexion dépassé.

La monnaie n'est pas une forme physique rare – comme l'or – que l'État a besoin de « trouver » pour dépenser. Elle apparaît comme par magie à partir d'un clavier d'ordinateur chaque fois que la Réserve fédérale effectue pour le compte du Trésor un paiement autorisé.

La TMM a deux volets : un volet descriptif, et un volet prescriptif. La TMM vise à identifier le potentiel inexploité de notre économie, que nous appelons notre espace budgétaire. La façon dont nous choisissons d'utiliser cet espace budgétaire est une question politique.

La TMM peut servir à défendre des idées de gauche (comme Medicare pour tous ou réduire les impôts pour la classe moyenne) ou de droite (comme augmenter les dépenses militaires ou baisser les impôts pour les grandes entreprises).

On ne peut pas tout régler par une dose plus généreuse de crédits fédéraux. Pour restaurer la sécurité économique de la classe ouvrière, il faudra s'attaquer au pouvoir de monopole et engager une réforme générale du code des impôts, du droit du travail et de diverses politiques.

Il faudra aussi un nouveau modèle économique. Confier à des banquiers centraux échappant à tout contrôle démocratique le soin de cibler le « bon » mix d'inflation et de chômage est une pratique cruelle et inefficace.

Le Congrès, avec le grand pouvoir qu'il exerce sur le budget fédéral, doit jouer un rôle actif et permanent dans la stabilisation de la production et de l'emploi au fil du temps.

Pouvons-nous réellement faire confiance à l'État pour exercer ce type de pouvoir ? Oui et non, mais il a déjà ce pouvoir depuis la fin de l'étalon or. Quel que soit le montant, toute dépense autorisée par le Congrès aura lieu.

Le budget fédéral a deux composantes : discrétionnaire et non discrétionnaire.

Dans la partie discrétionnaire, il alloue les montants des programmes comme il le souhaite chaque année, comme l'essentiel de l'argent pour la défense. La partie non discrétionnaire représente les dépenses imposées d'avance par des critères légaux, comme la Social Security.

Au total, les dépenses obligatoires représentent un petit peu plus de 60 % des dépenses fédérales ; et les intérêts, près de 10 %. Cela signifie que 70 % du budget fédéral est, au fond, en pilotage automatique, ce qui n'en laisse que 30 % sous le contrôle discrétionnaire.

Le Congrès est un corps juridique disposant du pouvoir légal de suspendre ou de modifier toute contrainte qu'il s'est imposée à lui-même, susceptible d'interdire aux parlementaires d'attribuer des financements ou à la Réserve fédérale d'effectuer des paiements pour le Trésor.

Et, bien entendu, la Réserve fédérale est une créature du Congrès, qui pourrait changer son mandat.

Parfois, les parlementaires sont tout disposés à fermer les yeux et à voter l'autorisation de dépenses publiques sans se demander anxieusement d'où va venir l'argent, pour les dépenses militaires par exemple.

Quelque part entre les dépenses excessives et les restrictions budgétaires injustifiées, il y a une meilleure économie pour tous.

Avoir une composante du budget qui réagit automatiquement au changement des conditions sur le terrain est de la plus haute importance. C'est ce qui a empêché la Grande Récession de devenir une seconde Grande Dépression.

Le Congrès a voté l'American Recovery and Reinvestment Act, comme politique discrétionnaire. Comme "stabilisateur automatique", les impôts ont chuté et les dépenses comme l'assurance chômage ont montées, sans intervention du Congrès. Le résultat a été un pic du déficit budgétaire

Paul Krugman a dit : "C'est une façon intéressante de réfléchir à ce qui s'est passé : les déficits de l'État, qui résultent essentiellement des stabilisateurs automatiques et non de la politique discrétionnaire, sont le seul facteur qui nous a sauvés d'une 2e Grande Dépression."

Les stabilisateurs automatiques n'ont cependant pas été assez puissants pour empêcher une récession extrêmement douloureuse. Pour mieux protéger l'économie, la TMM propose une garantie de l'emploi, comme présenté au chapitre 2.

D'un point de vue économique, l'avantage de la garantie de l'emploi est sa capacité à stabiliser l'emploi d'un bout à l'autre du cycle des affaires. Cet effet ne bénéficie pas seulement à ceux qui pourront ainsi trouver rapidement un nouveau travail, mais à tous.

Aucun pays n'a mis en œuvre une garantie de l'emploi totale, mais plusieurs en ont expérimenté certaines versions partielles. Dans les années 1930, les États-Unis ont combattu la Grande Dépression en créant directement des millions d'emplois dans le cadre du New Deal de Roosevelt.

En Argentine, le plan Jefes de Hogar est devenu « le seul programme de création directe d'emplois dans le monde spécifiquement configuré sur le modèle » de la proposition qu'avançaient les économistes inspirés par la TMM.

Il créait un programme d'emplois sur fonds fédéraux, géré localement, qui garantissait quatre heures de travail quotidien en échange de 150 pesos par mois. À son apogée, le programme employait environ 2 millions de personnes, soit à peu près 13 % de la population active.

En Inde, le Programme étendu de travaux publics créait « des emplois temporaires pour les chômeurs, afin qu'ils accomplissent des activités utiles à la société ».

Deux ans plus tard, le gouvernement indien a institué le Plan national de garantie de l'emploi rural Mahatma Gandhi (Mahatma Gandhi National Rural Employment Guarantee Scheme, MGNREGS). Le gouvernement a garanti à chaque foyer rural cent jours de travail au salaire minimum.

Des études ont montré qu'en établissant un salaire uniforme, la garantie de l'emploi rural en Inde a contribué à faire progresser l'égalité des genres et l'émancipation des femmes, tout en améliorant aussi la transparence du processus politique.

Il y a donc des exemples historiques, même si l'envergure et le caractère permanent proposé par la TMM est différent.

Des budgets discrétionnaires sont également nécessaires, mais il faut se libérer du solde budgétaire. Un gros déficit est tout aussi acceptable qu'un petit ou même qu'un excédent. Ce qui compte, c'est de construire une économie saine afin de pouvoir y vivre tous à l'aise.

Margaret Thatcher avait tort : il y a de l'argent public, et nous ne devons pas avoir peur d'y toucher. Comme l'a déclaré l'ancien président de la Fed Alan Greenspan : "Rien n'empêche l'État fédéral de créer autant de monnaie qu'il veut et de payer quelqu'un avec."

Son successeur, Ben Bernanke, est allé plus loin, en expliquant comment l'État paie vraiment ses factures : "Ce n'est pas l'argent du contribuable. Nous utilisons simplement l'ordinateur pour augmenter le solde des comptes."

La capacité de dépense de l'État est infinie, mais la capacité productive de notre économie ne l'est pas. Il y a des limites à ce que nous pouvons faire. La TMM nous enjoint de respecter nos contraintes matérielles (travailleurs, machines, matières premières) et écologiques.

Une fois qu'une économie atteint son potentiel de plein emploi, toute dépense supplémentaire – qu'elle vienne de l'État, du secteur privé intérieur ou du reste du monde (la demande étrangère pour nos exportations) – est porteuse d'un risque d'inflation.

Kennedy disait : "Le déficit peut être de n'importe quelle taille, la dette peut être de n'importe quelle taille, pourvu qu'ils ne provoquent pas l'inflation. Tout le reste, ce sont des mots".

L'intuition de Kennedy était juste. Ce n'est pas l'envergure de la dette ou du déficit qui compte. L'important, c'est la pression à laquelle nous soumettons notre planète et nos ressources productives.

Avant de demander un seul dollar pour financer son ambitieux programme d'exploration spatiale, Kennedy a assuré au Congrès :

"Je suis certain que nous possédons toutes les ressources et tous les talents nécessaires. Mais le fait est que nous n'avons jamais pris les décisions nationales ni mobilisé les ressources nationales requises pour être en tête dans ce domaine. Nous ne nous sommes jamais fixé des objectifs de grande portée à atteindre d'urgence, ni géré nos ressources et notre temps pour faire en sorte qu'ils soient atteints. Qu'il soit bien clair – et c'est aux membres du Congrès qu'il incombera en dernier ressort d'en juger –, qu'il soit bien clair que je demande au Congrès et au pays d'accepter de s'engager fermement dans un projet nouveau, qui va durer des années et dont les coûts seront très lourds : 531 millions de dollars pour l'année budgétaire 1962 – 7 à 9 milliards de dollars supplémentaires, selon les estimations, pour les cinq prochaines années. Cette décision exige un engagement national majeur de personnels scientifiques et techniques, de matériaux et d'équipements, qui seront peut-être détournés d'autres activités importantes où ils sont déjà en nombre insuffisant. Elle suppose un niveau de détermination, d'organisation et de discipline qui n'a pas toujours caractérisé nos efforts de recherche-développement. Elle signifie que nous ne pouvons pas nous permettre des arrêts de travail injustifiés, des hausses de prix des matériaux ou des talents, des rivalités ruineuses entre services de l'État ou une forte rotation du personnel essentiel."

Kennedy a dit exactement ce qu'il fallait. Nos ressources matérielles sont rares et il faut les gérer. La ressource rare ultime est le temps. Nos capacités techniques et nos ressources matérielles sont les seuls facteurs qui puissent limiter nos possibilités.

Pour mener à bien l'alunissage, le Congrès avait le pouvoir de fournir les milliards de dollars nécessaires.

Afin de réduire le risque d'inflation, l'administration Kennedy a fait pression sur les syndicats et sur les employeurs pour qu'ils limitent au minimum les augmentations de salaires et de prix et évitent ainsi une poussée inflationniste.

Ce fut un succès. La croissance économique a été forte, le chômage a nettement baissé et l'inflation est restée inférieure à 1,5 % pendant la première moitié de la décennie.

Huit ans après ce discours mémorable, la mission Apollo 11 de la NASA a fait débarquer en toute sécurité les premiers êtres humains sur la Lune. Aujourd'hui, d'une façon ou d'une autre, nous bénéficions pratiquement tous de cette entreprise historique.

L'ordinateur personnel et « un grand nombre des technologies que contiennent aujourd'hui nos smartphones viennent en droite ligne du programme Apollo et de missions qui lui étaient liées.

Les défis auxquels nous sommes aujourd'hui confrontés sont très différents de ceux auxquels faisait face Kennedy il y a près de soixante ans, mais non moins redoutables et sûrement bien plus graves.

Dans son livre Comment payer la guerre, Keynes a expliqué "sortir l'argent, c'est le plus simple. Le vrai défi, c'est de gérer les ressources disponibles – la main-d'œuvre, les équipements, la technologie, les matières premières, etc. – d'une façon qui n'accélère pas l'inflation"

Si Kennedy avait mis les mauvaises lunettes, l'Amérique ne serait peut-être jamais allée sur la Lune. Si Keynes avait mis les mauvaises lunettes, la Grande-Bretagne aurait très bien pu en faire « trop peu et trop tard » dans son effort de guerre.

Et si notre génération continue à mettre les mauvaises lunettes, nous ne ferons pas les investissements à l'échelle et au rythme nécessaires pour conjurer les crises écologique et sociale. Heureusement, aujourd'hui, les bonnes lunettes existent : c'est le prisme de la TMM.

Un monde juste et plus prospère est à notre portée – un monde qui associe la durabilité écologique au plein emploi, au bien-être humain, à un recul de l'inégalité et à d'excellents services publics qui satisfont les besoins de tous.

En parvenant collectivement à une meilleure compréhension de l'argent public et en attirant l'attention de notre pays sur autre chose que l'obsession des déficits budgétaires, nous pourrions commencer à construire une meilleure économie.

La TMM est, en un sens, une façon très simple de voir dans leur globalité les économies modernes sous un autre angle, mais ne sous-estimons pas la mutation profonde qu'un simple changement de point de vue peut opérer.

Puisque nous savons comment nous pourrions "payer ça", à nous maintenant d'imaginer et de construire l'économie du peuple. [Fin du résumé du livre]